



COMITE D'HYGIENE DE SECURITE ET DES  
CONDITIONS DE TRAVAIL MINISTERIEL

DECLARATION LIMINAIRE

Paris, le 9 novembre 2022

## Déclaration liminaire CHSCT-M

**Des 9 et 10 novembre 2022**

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Cette instance, telle que nous la connaissons, entame sa dernière réunion. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette mandature aura été compliquée, non seulement en raison de la crise sanitaire Covid 19, mais aussi en raison de nombreuses alertes des personnels concernant la dégradation des conditions de travail des agents du MASA à différents niveaux, qui restent pour beaucoup sans réponse, ou a fortiori dans le flou... La question de la médecine de prévention, les réformes successives qui impactent les communautés de travail, les fusions, les décroissements, les restrictions de personnels, les épizooties, les RPS... Tous ces sujets vont malheureusement survivre au CHSCT M, et nous vous demandons de porter auprès de notre Ministre la volonté de continuer à travailler ces sujets primordiaux dans les Formations Spécialisées issues des futurs CSA.

A ce propos, en avril, nous disions déjà « Si les grands contours sont dessinés, il reste à ce jour beaucoup d'interrogations et le périmètre précis d'interventions reste encore à définir » ; force est de constater que nous ne soyons pas beaucoup plus avancés sur la définition de ces contours à l'aube des élections. Nous verrons cela lors du déroulé de l'ordre du jour, mais nous vous alertons d'ores et déjà sur la nécessité pour les agents d'avoir les modalités opérationnelles de fonctionnement sur plusieurs sujets, notamment ceux de l'articulation entre les différentes Formations Spécialisées ou des moyens en termes de décharge de travail pour les représentants au sein de la nouvelle instance, signe de reconnaissance d'un travail chargé et spécialisé...

En outre, les travaux établis lors des universités d'été avaient été un vivier riche pour l'élaboration de notre PNP, nous espérons que pour la définition du prochain, les représentants de divers horizons seront à nouveau réunis pour engager des projets aussi rapidement que possible, tant il peut arriver des événements qui empêchent ou retardent la mise en œuvre, on l'aura constaté.

Si on revient brièvement sur l'organisation lors de la crise Covid, il y a eu quelques marqueurs désagréables comme les annonces d'arrivées de matériels imminentes qui ont été livrées très tardivement, la diffusion de protocoles en dernière minute...etc....

Alors même que nous constatons sur le terrain, notamment dans les EPLEFPA, une augmentation du nombre des cas testés positifs au virus, nous vous alertons sur la nécessité d'être prêts si jamais nous étions amenés à devoir à nouveau faire face à des situations difficiles. Certaines questions posées lors des CHSCT Régionaux par exemple, notamment sur l'approvisionnement en masques inclusifs, sur les équipements en détecteurs de CO2... n'ont pas trouvé de réponse claire. Une huitième vague qui arrive ne saurait se contenter d'approximations, il est grand temps de nous servir des retex pour réagir correctement !

Pour les années à venir, nous répétons qu'il est indispensable de renforcer les équipes dans de nombreux services où un travail convenable ne peut être mené faute de personnel. Les collègues CHSCT M des 9 et 10 novembre 2022 de l'administration centrale sont fortement impactés dans ce domaine, mais à tous les niveaux cela est de plus en plus flagrant, et les services déconcentrés, les établissements d'enseignement, les contrôleurs ne peuvent plus assurer leurs missions sereinement.

En lien avec ces problèmes de recrutement et de moyens, nous réaffirmons la nécessité de relancer une politique d'intégration des personnels en situation de handicap au sein du MASA. La reconnaissance du travail des agents passe aussi par une vraie politique salariale d'attractivité. En la matière, comme pour beaucoup d'agents de la fonction publique, les personnels du MASA sont très impactés par la crise actuelle et la perte de pouvoir d'achat. Il n'est en la matière d'ailleurs pas seulement question des agents en poste, mais aussi du recrutement qui peine de plus en plus à trouver des candidats, notamment en raison de ces questions. Les inversions de carrière suite à promotion/avancement ou réussite de concours en est la preuve criante. Il est important de redonner du sens au travail et d'avoir une vraie politique de qualité de vie et des conditions de travail. Par ailleurs, la hausse vertigineuse des prix de l'énergie a un impact dramatique sur notre système éducatif particulièrement. Les répercussions sont nombreuses dans des domaines aussi divers que la pratique du sport, la gestion des cantines, le chauffage ou encore les sorties scolaires. Si nous pouvons rejoindre la politique globale de sobriété demandée par le gouvernement, nous appelons de votre vigilance la nécessité de repenser l'ensemble des locaux où exercent les agents du MASA, au-delà même des établissements scolaires d'ailleurs.

Dans ce ministère, la crise Covid a démontré le caractère indispensable à la société de ses services publics, et la politique a en outre décidé de les maintenir « quoi qu'il en coûte ». Si les agents n'ont jamais économisé leur temps et leur énergie pour défendre le service public du MASA et être force de propositions, nous sommes convaincus que le « à tout prix » ne doit jamais être la règle et qu'il est même un mauvais calcul. Plus que jamais vigilants au regard de la gestion de crise sanitaire que nous avons vécue, nous avons déjà alerté l'employeur sur deux points : le traitement de la santé de ses personnels et la gestion de la crise énergétique. Il faut absolument tenir compte de nos interpellations !

Nous vous remercions.

